

LE MALI À L'HEURE DE LA PRÉSIDENTIELLE

Sahel : les « résultats » de l'armée française

A une semaine de la présidentielle au Mali, Florence Parly, la ministre des armées, s'est rendue auprès des troupes de la principale opération extérieure menée par Paris. Etat des lieux, après quatre ans de présence sur le terrain

NIAMEY (NIGER), OUAGADOUGOU (BURKINA FASO) – *envoyée spéciale*

Il n'était pas question de mettre à disposition la force « Barkhane » pour sécuriser l'élection présidentielle malienne du 29 juillet, où 24 candidats dont l'actuel président, Ibrahim Boubacar Keïta, disputeront un premier tour à l'issue encore incertaine. Hors de question, dit-on au ministère des armées à Paris, d'interférer dans les affaires intérieures de Bamako. Reste que les militaires français basés dans le pays surveillent de très près l'événement. « Personne ne sait comment cela va se passer, le processus peut créer potentiellement de l'instabilité et il ne faudrait pas que « Barkhane » soit prise à partie », confie une source française.

Depuis 2014, la principale opération extérieure menée par Paris, avec ses 4 500 soldats répartis dans l'immense Sahel, tente de contenir une menace djihadiste qui prospère sur la pauvreté des populations et l'impéritie des Etats.

En mai 2017, à peine élu, Emmanuel Macron s'était rendu sur sa base principale de Gao, au Mali, où il avait aiguillonné les généraux – « Je veux des victoires » –, mais aussi les acteurs de la région censés mettre en œuvre l'accord de paix d'Alger de 2015 entre Bamako et les groupes armés touareg – le président avait dit son « exigence renforcée vis-à-vis des pays du Sahel et de l'Algérie ».

« La force « Barkhane » a des résultats », a assuré devant les troupes la ministre des armées Florence Parly, le 19 juillet à Niamey, au Niger, puis le 20 juillet à Ouagadougou, au Burkina Faso. A l'Élysée, on juge l'opération trop lourde. Selon nos informations, le président a été destinataire d'une note en ce sens. « « Barkhane » ne sera pas éternelle, mais il faut capitaliser les efforts réalisés ces derniers mois. Cela demande beaucoup de constance et d'humilité », précise la ministre au Monde. Etat des lieux.

« Barkhane », l'opération de contre-terrorisme s'est réorientée en octobre 2017, avec deux priorités nouvelles : produire du renseignement humain, par la constitution d'un réseau de sources dans la population ; et occuper durablement le terrain avec les armées du Sahel.

But affiché : encourager les forces nationales, maliennes surtout, à revenir dans les zones mitées par les djihadistes. Des opérations continues ont lieu depuis neuf mois dans le Liptako-Gourma, la région clé des trois frontières entre le Mali, le Niger et le

Burkina Faso, où se mêlent combattants salafistes et groupes criminels. Une première collaboration opérationnelle avec les groupes d'autodéfense de la zone, côté malien et nigérien, a eu lieu, a révélé jeudi le commandement de « Barkhane ».

La dernière opération, « Koufra 5 », mobilisant 80 légionnaires du 2^e REP (régiment étranger de parachutistes) et commandos, s'est achevée le 15 juillet. Juste avant elle, « Bani Fonda » a illustré la volonté de « mettre le paquet », face à des adversaires à prendre au sérieux : violemment accrochés à coups de RPG (lance-roquettes), les Français ont tiré des missiles HOT avec leur hélicoptère Gazelle, engagé des avions de chasse qui ont largué une bombe GBU, et utilisé les munitions des hélicoptères d'attaque Tigre. Le bilan officiel a fait état de quinze combattants « neutralisés », parmi lesquels figuraient les responsables de l'attaque-suicide meurtrière du camp des Nations unies (ONU) à Tombouctou, au Mali, le 14 avril.

A l'occasion, « Barkhane » a constaté que les djihadistes possédaient de nouvelles armes, des lanceurs de roquettes SPG-9. « L'ennemi est très fuyant, opportuniste, et plus mobile que nous, il faut y aller ! », a lancé un légionnaire du 2^e REP à la ministre, sur la base d'Ouallam (Niger), jeudi. *Quatre cents parachutistes sont en ce moment au Sahel, qui n'attendent qu'à être projetés !*

La force Sabre, les forces spéciales, restent le fer de lance cinétique de l'opération. Aux abords de Ouagadougou, sur le camp Billa Zagre de l'armée burkinabée, Paris compte 400 militaires, aux deux tiers des éléments des forces spéciales, les autres relevant de la direction du renseignement militaire, de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), et d'unités diverses. Vendredi, Florence Parly a aussi rendu « hommage aux forces spéciales américaines » présentes à leurs côtés dans ce QG.

Sabre mène une ou deux opérations par semaine, indique son état-major : « 80 % du temps est consacré au renseignement, 20 % à l'action », précise un officier. Pour les missions d'infiltration, comme pour les raids, « nous misons sur notre discrétion et notre supériorité technologique », témoigne le lieutenant Hubert, du 13^e régiment de dragons parachutistes.

Ces derniers mois, les forces spéciales se sont concentrées sur le nord de Tombouctou. Sabre a également entrepris de former des commandos nigériens. « J'ai une feuille de route pour vous », leur a dit la ministre :

« Les terroristes, nous les traquerons, nous les trouverons, nous les neutraliserons. »

La force militaire conjointe du G5 Sahel est, pour Paris, la clé de sortie du théâtre à moyen terme. Cette stratégie de passage du relais repose sur la fragile et lente construction collective de la Mauritanie, du Mali, du Niger, du Tchad et du Burkina Faso.

Paris veut voir de façon positive le fait que la Mauritanie, jusque-là réticente, ait pris le commandement de la force lors du dernier sommet de l'Union africaine. « Nos cadres de terrain sont très satisfaits de la grande complicité qui existe entre nos forces et « Barkhane » », a salué de son côté, jeudi à Niamey, le ministre nigérien de la défense, Kalla Moutari.

Depuis mai, les bataillons du G5 ont eux aussi agi dans la région des trois frontières. L'attaque-suicide contre le PC de la force à Sévaré, au Mali, le 29 juin, n'a pas remis en cause la planification des opérations. « Début juillet, une opération tchado-nigérienne s'est déployée à la frontière libyenne de façon très efficace », illustre un officier français.

Mais le financement international de la force n'est pas bouclé. Et le sentiment, partagé, des voisins du Mali, est que le principal pays concerné par la menace djihadiste est aussi celui qui en fait le moins au plan politique comme militaire.

Les partenaires de « Barkhane », enfin, restent indispensables. Les forces américaines apportent un soutien vital pour le ravitaillement des hélicoptères, les drones Reaper et les moyens d'interception de la téléphonie mobile dans la région.

Depuis la grave embuscade de Tongo Tongo, au Niger, qui a tué quatre bérets verts fin 2017, les 800 Américains basés à Niamey ont reçu de nouveaux équipements. Les vols de drones armés ont débuté dans le nord du Niger, même si aucun n'a encore tiré, a révélé le commandement Africom vendredi.

Par ailleurs, trois hélicoptères lourds britanniques Chinook, attendus depuis plusieurs années, sont enfin arrivés à bord de deux Antonov-124 sur la base française de Niamey, début juillet, pour y être assemblés. Ils se sont positionnés à Gao au Mali cette semaine. Ils soulageront de manière décisive la logistique de « Barkhane », dont les convois terrestres sont des cibles de choix pour les djihadistes. Un contingent de cinquante Estoniens, assurant la protection du camp de Gao, vient également d'être intégré à la force « Barkhane ».

Le bilan de la lutte antiterroriste est con-

trasté. « *Il n'y a pas d'agenda de projection d'attentat en Europe de la part des groupes du Sahel* », indiquait l'Elysée récemment. Mais Paris veut « *poursuivre un rythme élevé d'opérations* », selon une source gouvernementale.

Le pouvoir de nuisance des groupes a été illustré le 1^{er} juillet par l'attaque-suicide menée en plein centre de Gao contre une patrouille blindée de « *Barkhane* ». Pendant dix heures, une vingtaine de véhicules, une centaine de soldats ont été mobilisés pour circonscrire l'événement. L'attaque a tué six habitants et en a blessé vingt, tandis que sept militaires étaient gravement touchés.

C'est sur l'organisation Etat islamique au grand Sahara que les Français ont concentré leurs opérations récentes. « *Le groupe est totalement désorganisé, près de la rupture; il n'est plus capable de conduire des actions, ni au Mali ni au Niger* », indique l'état-major de « *Barkhane* ». La menace d'Al-Qaïda au Magreb islamique, elle, persiste. La crainte est que le groupe algérien reprenne demain, plus

duement, le leadership des groupes salafistes affirmé en 2017 par le Touareg malien Iyad Ag-Ghali à travers la création du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) – ce dernier a revendiqué l'attaque de Gao.

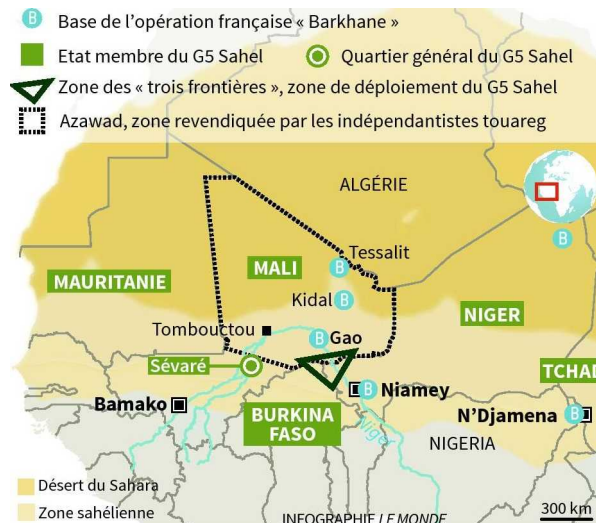
Si Ansar Eddine, le groupe d'Iyad Ag-Ghali, « *a été très durement frappé en février par "Barkhane"* », assure le général Bruno Guibert, « *il est en train de se réorganiser* ». Ses chefs se trouvent de part et d'autre de la frontière algérienne, et Iyad continue de coordonner l'action des katibas maliennes jusqu'au centre du pays. « *L'objectif d'affaiblir le GSIM jusqu'à atteindre Iyad ne peut pas être obtenu s'il n'y a pas de solution politique pour exploiter ce résultat juste après* », explique une source informée. De plus, la guérilla djihadiste, en descendant du nord touareg vers le sud du Mali, pénètre de nouvelles communautés telles que celle des Peuls. Les kamikazes des dernières attaques de Sévaré et de Tombouctou étaient peuls.

L'armée française a choisi de ne pas interve-

nir dans le centre du Mali, pour éviter d'être instrumentalisée dans les conflits communautaires. Là, la situation se dégrade. La katiba de la Macina, présente au sud du fleuve Niger jusqu'à la Mauritanie, et dont les actions sont nourries de motivations religieuses et identitaires, est active. Paris donne un bilan de « *150 terroristes* » mis hors d'état de nuire depuis six mois, « *230 au total* » avec les actions des armées locales.

Pour la suite, nul ne croit vraiment que la présidentielle malienne ouvrira une nouvelle fenêtre politique propre à conforter les résultats militaires. « *Maintenant, il ne faudrait pas partir trop vite du Gourma, la situation reste fragile* », disent les militaires. « *Nous sommes dans le temps 2*, indique le général Bruno Guibert, *il s'agit de consolider, de capitaliser, pour que les autorités politiques locales et les projets de développement arrivent*. » « *Nous pouvons encore bien mieux articuler l'action des militaires et celle de l'Agence française de développement* », souligne la ministre Florence Parly. ■

NATHALIE GUIBERT



Les relations ambiguës avec les milices montrent les défaillances de Bamako

Sous le couvert de la lutte antiterroriste, l'Etat malien soutient des groupes armés

BAMAKO - correspondance

Nous allons désarmer les milices. C'est le début de la réconciliation. En tournée dans le centre du pays, fin mars, les mots du premier ministre malien, Soumeylou Boubèye Maïga, redonnent espoir à des populations qui, depuis plusieurs mois, ne cessent de compter leurs morts. Entre avril et juin, au moins 43 civils ont été tués dans le centre, lors d'attaques ciblées et de conflits intercommu-

nautaires, selon le dernier rapport du secrétaire général des Nations unies sur la situation au Mali, publié le 6 juin.

Ces conflits opposent surtout des éleveurs peuls aux cultivateurs dogon et aux Dozo, des chasseurs traditionnels. Des milices sont désignées comme responsables par les deux parties : Dan na Amassagou, qui défend les Dogon, est pointé du doigt par les Peuls, tandis que les Dogon accusent les Peuls de l'Alliance pour le salut au Sahel (ASS).

« **Tout échappe à l'Etat** »

Ces dernières semaines, les rumeurs enflaient quant à un supposé soutien de l'Etat à la milice Dan na Amassagou. Pour lutter contre un terrorisme qui s'étend au centre du Mali, et qui y est incarné par un prédicateur peul nommé Hamadou Koufa, l'Etat soutiendrait la partie adverse. « *Ce n'est pas réel. L'Etat n'a pas vocation à créer ou à soutenir une milice. Son rôle est d'assurer la sécurité des populations et de combattre ces milices* », affirme le colonel major Is-

maïla Deh, conseiller technique au ministère de la sécurité.

Le 7 juillet, les forces de sécurité pénètrent à Kanou Kombolé et tentent de désarmer des éléments de Dan na Amassagou. En vain. « Si l'Etat veut désarmer, il

« AFIN DE DIVISER POUR MIEUX RÉGNER, L'ÉTAT ACCEPTE L'OFFRE LA PLUS INTÉRESSANTE »

BOUKARY SANGARÉ
doctorant au centre
d'études africaines
de l'université Leyden

faut qu'il prenne ses responsabilités et assure au préalable la sécurité», tranche David Tembiné, le coordinateur de la milice.

Cette situation pose la question du contrôle qu'il est possible d'exercer sur ces groupes armés locaux. « L'Etat a tenté de désarmer les Dan na Amassagou pour faire taire les rumeurs de son soutien à cette milice et parce qu'il sent que le contrôle sur ce groupe lui échappe », assure une source sécuritaire internationale.

Pour l'ancien général Moussa Sinko Coulibaly, par ailleurs candidat à la présidentielle du 29 juillet, les liaisons dangereuses entre l'Etat et les milices soulignent les défaillances de l'armée malienne. Une armée qui, malgré les réformes sur le papier, n'arrive pas à être pleinement efficace sur le terrain : « L'Etat pensait qu'avec des milices, il pouvait régler le problème du Nord. Mais là, tout lui échappe, avance le candidat. Si on avait continué à réformer l'armée en 2013 au lieu de miser sur des milices, il n'y aurait pas eu cette détérioration de la situation. Aujourd'hui, il y a une déconnexion entre la haute hiérarchie et les soldats. Elle est totalement cor-

rompue. Il faut couper les têtes pour en laisser pousser de nouvelles. Et agir sur la formation, qui n'est pas suffisante. »

Cette sous-traitance sécuritaire pour palier les lacunes de l'armée n'est pas une stratégie nouvelle. « L'Etat a participé à la création de la milice songhaï Ganda Izo [alors appelée Ganda Koy], en 1994, pour affaiblir les rebelles touareg et reconquérir les zones qu'ils occupaient », explique Boukary Sangaré, doctorant au centre d'études africaines de l'université Leyden, aux Pays-Bas.

Pour l'universitaire malien, l'Histoire s'est répétée avec, à chaque fois, un facteur déclencheur : la défaillance de l'Etat. Ainsi, en 2006, la présidence d'Amadou Toumani Touré (« ATT ») accélère une « miliciarisation » de la politique commencée une quinzaine d'années plus tôt. Pour faire face à un regain de rébellion touareg, le régime d'ATT « a créé deux milices, l'une arabe, dirigée par Abderrahmane Ould Meydou, l'autre touareg, commandée par Alaji Gamou », soulignait l'International Crisis Group dans un rapport publié en juin 2012.

Six ans plus tard, lorsque la guerre éclate au Nord, l'Etat mise cette fois sur les Ganda Izo pour affaiblir les Touareg indépendantistes. « Quand les militaires maliens ont commencé à faire un repli tactique, ils ont abandonné certaines localités du Nord, mais nous, nous étions positionnés, raconte Abdourahmane Diallo, secrétaire général de Ganda Izo. Il y a eu une entente entre l'armée malienne et nous, dans la zone d'Ansongo, afin d'empêcher l'avancée du Mouvement national de libération de l'Azawad. On patrouillait ensemble. »

En 2013, l'intervention française « Serval » permet à l'Etat de reprendre le Nord. Mais en mai 2014, Kidal lui échappe à nouveau. L'urgence n'est plus à Gao, stabilisée en partie grâce aux

Ganda Izo, mais à Kidal. « L'Etat ne pouvait pas reprendre Kidal sans

les Touareg. L'armée a donc laissé tomber Ganda Izo pour soutenir les imghad du général Gamou, explique le chercheur Boukary Sangaré. Le soutien de l'Etat n'est pas une affaire d'ethnie, mais de pragmatisme. Afin de diviser pour mieux régner, l'Etat accepte l'offre la plus intéressante. »

« Partager le gâteau »

Quelques mois plus tard, un nom sera donné au groupe du général Gamou : le Groupe d'autodéfense touareg imghad et alliés (Gatia) était officialisé. Il est aujourd'hui membre de la Plate-forme, une alliance de groupes armés signataire de l'accord de paix d'Alger. « Le Gatia est une milice. La Plate-forme à laquelle elle appartient est en soi une coordination de milices. Et c'est ce que l'Etat visait. Pour lui, c'était une manière de partager le gâteau et de regrouper toutes les milices qui l'avaient aidé dans le passé », analyse Boukary Sangaré.

Aujourd'hui, ces milices prolifèrent. Et jouent parfois de leur pouvoir pour réclamer ce qu'elles estiment leur être dû. C'est ce qu'a fait Ganda Izo début juillet. Ces miliciens ont fait irruption au siège des autorités intérimaires de Tombouctou afin d'en déloger des militaires membres du Mécanisme opérationnel de coordination. Les dissidents s'estimaient floués par ce mécanisme de réintégration des soldats, prévu par l'accord d'Alger et dont ils ne font pas partie, à Tombouctou comme à Kidal.

« Il n'y a pas eu de quotas additifs pour nous là-bas, déplore Abdourahmane Diallo. Nous avons bien compris que l'Etat s'appuie sur des communautés au détriment des autres. » Mais, prévient-il : « Tant que l'Etat continuera à soutenir une milice, une communauté, au détriment d'une autre, il n'y aura jamais la paix au Mali. » ■

MORGANE LE CAM

La communauté internationale au chevet du Mali

Les réponses sécuritaires apportées par Bamako et ses partenaires ont échoué à endiguer les violences dans le centre et le nord-est du pays

A l'été 2013, l'élection du président Ibrahim Bouba Kar Keïta, dit « IBK », avait soulevé l'espoir d'une nouvelle ère de paix basée sur la promesse de « la refondation du Mali ». L'intervention militaire française « Serval » avait écarté, trois mois plus tôt, la menace des groupes djihadistes. Le dialogue avec les groupes armés du Nord laissait entre-

voir la stabilisation de cette zone, rebelle depuis des lustres au pouvoir central de Bamako.

Cinq ans plus tard, la communauté internationale est toujours au chevet de ce grand corps malade. Malgré le déploiement d'une dizaine de milliers de casques bleus de la Mission de l'ONU pour la stabilisation au Mali (Mিনুসমা), la restructuration amor-

cée de l'armée malienne, la montée en puissance d'une force régionale, la présence des militaires français de « Barkhane » et des centaines de millions d'euros d'aide, le Mali risque de nouveau d'implorer. Par le centre, où personne ne semble en mesure de contrôler les tensions communautaires qui débordent sur les pays voisins, Niger et Burkina Faso essentiellement.

Et rares sont ceux qui espèrent un miracle du scrutin pluraliste du 29 juillet. Non seulement les sources du conflit au nord n'ont pas été asséchées, mais les violences continuent dorénavant le centre et le nord-est. Selon l'ONU, 289 personnes y ont ainsi péri depuis le mois de janvier dans des violences intercommunautaires.

Ces violences démontrent que les groupes armés – loyaux au pouvoir central ou ceux qui lui ont déclaré la guerre – continuent d'imposer leur loi sur de grandes étendues du territoire malien. Elles soulignent l'échec de la mise en œuvre de l'accord de paix d'Alger signé en 2015 sous les auspices de la communauté internationale, destiné à mettre fin à une guerre déclenchée trois ans plus tôt. A cette époque, le conflit s'alimentait des revendications sécessionnistes des populations touareg du nord du pays, sur fond de délitement du pouvoir politique à Bamako et de naufrage de l'armée malienne. Des groupes islamistes radicaux se revendiquant d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) avaient ensuite pris le dessus sur la rébellion.

Trois ans plus tard, le compte est loin d'être soldé. « *La politique internationale dite de la "ligne rouge" qui consistait à faire le tri entre les groupes armés dits coopératifs et ceux considérés comme terroristes, a échoué. Cette étanchéité est un mirage* », observe un négociateur occidental indépendant. Certes, l'unité du pays n'est plus menacée de partition, mais la présence de l'Etat est toujours fantomatique dans l'immensité désertique du nord, où les populations se sentent toujours délaissées.

A New York, dans les couloirs de l'ONU, on reconnaît que l'application de l'accord de 2015 « *avance très doucement* ». « *Tous les acteurs du conflit entretiennent une conflictualité avantageuse. Ils préfèrent continuer leurs petits business ou utiliser les tensions au nord à des fins électoralistes* », assure ce diplomate d'un Etat membre du Conseil de sécurité.

L'ONU n'est pas non plus exempte de calcul électoral. Depuis des mois, les diplomates brandissaient la menace de sanctions contre les signataires de l'accord – gouvernement, Plate-forme

(groupes armés pro-gouvernementaux) et Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA, alliance de groupes rebelles) – pour ranimer son application. A l'approche de la présidentielle, le ton est plus accommodant. « *Les douze derniers mois ont été les plus encourageants depuis [2015]* », estimait, au mois de juin, Jean-Pierre

Lacroix, le directeur des opérations de maintien de la paix.

Pourtant, les groupes armés radicaux, qui avaient subi de très lourdes pertes face à la puissance de feu de l'armée française et avaient été exclus des négociations d'Alger, se sont progressivement reconstitués. En 2016, ils signaient ainsi leur retour en annonçant leur regroupement au sein du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM). Dans son dernier rapport trimestriel devant le conseil de sécurité de l'ONU, le secrétaire général, Antonio Guterres, notait que le GSIM « *a poursuivi ses attaques (...) dans le centre et le nord du Mali* ».

Trois quarts des incidents graves les plus récents ont eu lieu dans cette région et ont visé la communauté peule, traduisant l'impuissance de la communauté internationale à désamorcer des tensions localisées. « *Les Peuls ont le sentiment d'être pris en étau entre l'Etat et les groupes armés* », observe Dougoukolo Alpha Oumar Konaré, spécialiste de la société peule à l'Institut national des langues et civilisations orientales. « *L'idéologie radicale ne s'enracine pas tant que ça, mais une partie de la noblesse peule est réceptive aux groupes islamistes. Ils y voient la possibilité de restaurer les droits des communautés nomades bousculés par le réchauffement climatique* », ajoute-t-il. « *Face aux bouleversements des structures sociales et économiques, et au morcellement communautaire, les réponses internationales et des autorités maliennes sont essentiellement sécuritaires* », se désole un observateur.

Il en est ainsi de la création, en 2016, de la force conjointe du G5 Sahel (FC-G5S) associant des militaires issus des pays de la région les plus touchés par les attaques djihadistes (Mauritanie, Niger, Burkina Faso, Mali et Tchad). Bien que saluée unanimement comme la manifestation de la volonté des pays concernés de pren-

dre en charge leur propre sécurité, et malgré le soutien de la France et des Nations unies, elle n'arrive pas à boucler son budget.

« Alliance objective ponctuelle »

Pour le général Bruno Guibert, commandant de la force « Barkhane », « *il n'y a pas de solution militaire au Sahel* ». En visite à Mopti au mois de février, le premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga avait souligné la nécessité de trouver « *des solutions politiques* ». « *Mais son discours a eu peu d'applications concrètes* », note le cercle de réflexion International Crisis Group (ICG). Au contraire, « *de multiples témoignages évoquent des exécutions extrajudiciaires par les forces armées maliennes, alimentant la colère contre Bamako et les militaires. L'animosité au sein des communautés du centre du Mali s'accroît* », ajoute l'ICG.

Une dynamique destructive est aussi à l'œuvre dans la région de Menaka, à la frontière avec le Niger. Deux groupes principalement touareg, le Groupe d'auto-défense touareg imghad et alliés (Gatia) et le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA), agissent comme supplétifs de « Barkhane » et des forces armées maliennes, alimentant les rivalités ethniques sous le couvert de la lutte contre le terrorisme. « *C'est un jeu dangereux mené par Paris et Bamako, qui dépasse les questions de sécurité. Car c'est aussi une lutte entre Maliens pour le contrôle de zones d'élevage et des routes de trafics* », avertit un observateur. A l'Elysée, on minimise l'importance du recours aux groupes locaux. « *Il ne s'agit pas d'une coalition, mais d'une alliance objective ponctuelle* », explique-t-on.

L'option militaire est insuffisante sans multiplier les projets de développement à l'adresse de régions pauvres pour désamorcer les tensions communautaires. Mais comment le faire dans un environnement violent ? « *Il faut dialoguer avec tout le monde*, avertit un intervenant français impliqué dans le dossier, *parce que la politique suivie jusqu'alors est une bombe à fragmentation intra et inter communautaire. Il y a urgence*. » ■

CHRISTOPHE CHÂTELOT
(AVEC MARIE BOURREAU,
À NEW YORK, NATIONS UNIES)